Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Mobilisation-generale-contre-la-repression-a-Bure-53321

13 février 2018

Mobilisation générale contre la répression à Bure

Bar-Le-Duc (55)

MARDI 13 FÉVRIER, DÈS 9H RDV DEVANT LE TRIBUNAL DE BAR-LE-DUC

Le mardi 13 février, trois procès liés à la lutte contre Cigéo auront lieu au Tribunal correctionnel de Bar-le-Duc. Deux militants sont accusés d'avoir participé à la destruction du mur édifié par l'Andra dans le Bois Lejuc durant l'été 2016, le troisième est poursuivi pour atteinte à l'honneur d'un agent dépositaire de l'autorité publique. Il semblerait bien que ce sont leurs convictions qui ont vocation à être incriminées plutôt que les faits très flous qui leur sont reprochés !

C'est en ce sens que leurs procès sont les nôtres.

Tracts Un billet pour le "théâtre de la justice" le 13/02, modèle pour impression par 3 - recto - verso

Face à la poubelle nucléaire, nous sommes tous-tes résistant-es !

Nous sommes multiples, la lutte contre la poubelle nucléaire et son monde est une lutte qui nous concerne toutes et tous. Aujourd'hui, nous sommes victimes d'une campagne de diabolisation, uniquement destinée à justifier une répression de plus en plus lourde : désormais, tout est prétexte à nous convoquer, devant les gendarmes jusqu'aux tribunaux. On nous filme, on nous fiche, on prend nos empreintes digitales et notre ADN, on perquisitionne nos outils de communication et nos maisons, on nous surveille : on nous harcèle.

Pourtant, nous sommes simplement opposé-es à un projet d'État.

Depuis qu'une instruction pour "association de malfaiteurs" est ouverte, elle sert à convoquer toutes les personnes engagées de près ou de loin dans cette lutte.

Ce dispositif judiciaire s'appuie sur une motivation politique qui a pour objectifs de :

- décourager et apeurer les militant-es ainsi que les personnes de plus en plus nombreuses rejoignant le mouvement anti-nucléaire à travers les récents comités de soutien à la lutte contre CIGEO
- construire de toutes pièces une grossière image d'organisation pré-terroriste, d'un dangereux réseau de militant-es écologistes français et même étrangers...

De qui se moque-t-on ?

Tout est bon pour détourner l'attention d'où se trouve réellement le danger : dans toutes les installations nucléaires en France et ailleurs. Car, personne n'est dupe : cette répression est une stratégie de diversion. Pour faire taire l'opposition, l'Etat utilise la justice en formulant des accusations évasives et fourre-tout : une tactique déplorable pour réprimer la contestation plutôt que de répondre à 20 ans de contre-expertise militante. La pluie de convocations que nous subissons depuis quelques semaines est un aveu d'échec de l'Etat, incapable de justifier son projet. Pendant qu'on nous criminalise, le projet avance, ignorant les impasses techniques soulevées depuis longtemps par des scientifiques indépendants, confirmées maintenant par l'Autorité de Sûreté Nucléaire.

Mais loin de nous diviser, cette stratégie répressive nous rassemble : nous sommes encore plus déterminé-es, solidaires, et combatif-ves. Aucune personne, aucune association n'est propriétaire ni commanditaire de cette lutte : il y a mille manières de lutter.

Oui, c'est la résistance qui nous associe contre cette association de mal-faisants que sont l'Etat, les nucléocrates, les élus, coupables de corruption, de dégradation de territoire en réunion avec préméditation, et de violences aggravées, comme le 15 août dernier quand Robin a failli perdre son pied lors de l'explosion d'une grenade GLI-F4, ce même type de grenades qui ont déjà tué, notamment, Vital Michalon en 1977 et Rémi Fraisse en 2014 pour lequel le gendarme mis en cause vient d'être relaxé.

C'est une stratégie globale qui est à l'oeuvre : La légitimation des recours à la violence par la force publique dans le récent et abject traitement médiatique relatif à certain-es militant-es « zadistes » de NDDL pour une éventuelle évacuation laisse craindre une banalisation de ces méthodes envers

l’ensemble des mouvements sociaux.

Que ce soit à la ZAD de NDDL ou à Bure, nous nous levons contre ces mêmes tentatives de manipulation de l’opinion publique.

Par notre signature et la diffusion de ce texte : Nous refusons collectivement les accusations fictionnelles et extravagantes d’ "association de malfaiteurs" à l’encontre des militant-es opposé-es au projet Cigéo. Nous dénonçons cette stratégie de criminalisation systématique de toute forme d’opposition, qu’elle soit associative, syndicale ou individuelle. Nous nous déclarons pleinement solidaires de la lutte contre la poubelle nucléaire. Nous vous invitons à signer cette pétition contre la répression et les violences policières : https://www.sortirdunucleaire.org/petition-soutien-bure

Nous sommes toutes et tous des résistant-es.

Asodedra, Bure stop 55, Bure Zone Libre, Cacendr, Cedra, Eodra, Les Habitants Vigilants de Gondrecourt, Les Habitants Vigilants de Void-Vacon, Meuse Nature Environnement, Mirabel-LNE, et des opposant-es à la poubelle nucléaire